

« On peut tout faire avec une baïonnette, sauf s'asseoir dessus »
Georges Clémenceau

En 2002, les objectifs immédiats de l'offensive des alliés occidentaux en Afghanistan étaient de démanteler l'appareil de commandement de la Qaïda et de renverser le régime politique instauré par les Talibans à Kaboul. Ces objectifs étaient légitimes. L'organisation terroriste d'Oussama Ben Laden venait de perpétrer sur le sol des Etats Unis l'attentat terroriste le plus meurtrier que l'Occident ait jamais connu. Le pouvoir Taliban, constitué en État souverain de façon parfaitement illégitime avait assumé et même revendiqué, outre un exercice du pouvoir tragiquement ubuesque, le fait de donner asile et assistance à l'organisation terroriste.

Ces objectifs ont été atteints au terme d'une brève campagne militaire, certes intense, mais dont la rapidité aurait gagné à être méditée.

Les experts américains et leurs relais de presse avaient décrit avec un grand luxe de détails « high-tech » la capacité militaire, les réserves nucléaires, bactériologiques et chimiques d'un complexe de commandement de la Qaïda localisé dans le massif de Tora Bora qui n'aurait rien eu à envier au PC du Strategic Air Command. La réalité est apparue toute autre après le nettoyage de la zone refuge de l'organisation qui a révélé une implantation locale rustique, des capacités militaires sommaires et des capacités non-conventionnelles inexistantes. Et ce nettoyage n'a pas empêché Ben Laden et ses séides de disparaître ni de continuer à vitupérer et menacer l'Occident.

Quant à l'Etat taliban, réputé farouche et quasi inexpugnable, il s'est effondré et dispersé en quelques heures, se soustrayant aux coups directs sans que la capacité d'action de ses membres en soit profondément affectée. Et Mollah Omar, chef des Talibans et protecteur de Ben Laden, de s'enfuir à motocyclette comme n'importe quel voyou de banlieue, au nez et à la barbe de la plus puissante armée du monde.

Aucune leçon stratégique n'a été tirée de ces deux paradoxes apparents et l'obstination incantatoire de l'administration américaine et de ses alliés à maintenir une présence militaire en Afghanistan pour y « juguler le terrorisme international et y rétablir la démocratie » relève de deux erreurs conceptuelles majeures.

La première erreur a été de considérer qu'une organisation capable de porter le coup du 11/09 ne pouvait être qu'un mouvement politico-militaire fortement structuré à l'échelle mondiale, disposant d'une base territoriale bien ancrée et d'une masse de manœuvre professionnalisée conséquente. Il n'en est rien comme l'ont prouvé tous les attentats attribués depuis 2001 à la mouvance salafiste constituée des Jamaa Islamiyyah, branche transgressive de la Confrérie des Frères musulmans, dont la Qaïda apparaît n'être que l'un des innombrables drageons.

Ces groupes islamiques violents n'ont ni commandement unifié ni tactique précise. Leur stratégie consiste, partout où c'est possible, à dresser un mur de haine entre l'occident et le monde musulman de façon à se rendre maître de ce dernier sans que personne ne songe à y intervenir. Dans cette optique, toute action d'exclusion suscitant le rejet est bonne à mettre en œuvre sans qu'il soit besoin de disposer d'une base territoriale précise pour y sanctuariser un commandement qui n'existe pas ou des camps d'entraînement qui seraient d'ailleurs inutiles.

Contrairement aux terrorismes irrédentistes, terrorismes d'Etat, terrorisme euro-palestinien des années 70, le terrorisme salafiste ne met pas en œuvre des professionnels de la

violence. Il entretient sur de longues périodes, avec une grande habileté à exploiter tous les contentieux sociaux et communautaires, un vivier de frustration dans lequel seront désignés le jour venu par un idéologue local les quelques « volontaires » utiles à une action ponctuelle. Et il n'est nul besoin de camp d'entraînement pour former ces volontaires voués à des actions-suicide. Ce qui nécessite une formation sophistiquée dans l'action violente clandestine, c'est la capacité pour l'exécutant d'en sortir vivant et de ne pas se faire prendre. Aucun des terroristes post 11/09 qui ont agi à Londres, Madrid, Bali, Casablanca, Sharm-el-Sheikh, Djerba ou ailleurs n'était passé par un camp d'entraînement, ni en Afghanistan ni ailleurs. En revanche, tous provenaient de zones de non-droit existantes dans les Etats échoués, ou tolérées pour des raisons diverses aux marges de grandes cités occidentales.

Si les idéologues de la violence islamiste préfèrent ces zones grises aux États policés, c'est pour y assurer leur sécurité personnelle et leur liberté d'action. L'Émirat d'Afghanistan y pourvoyait mais n'est pas pour eux le centre du monde. N'importe quel État faible, livré aux affrontements civils ou zone de non-droit présente les mêmes opportunités, de l'Irak à la Somalie, du Yémen au Sahel, des banlieues de Karachi à celles des nos grandes villes.

On sait aujourd'hui que les camps de la Qaïda dans l'Afghanistan des Talibans avaient une vocation plus médiatique qu'opérationnelle. Leur impact sur la vocation activiste d'un certain nombre de jeunes musulmans des communautés immigrées d'Europe a été réel mais limité. Pour la France, quelques 300 jeunes volontaires français ou immigrés résidents, soit 0,0001% de la population considérée – on compte un peu moins de 3 millions de jeunes musulmans de moins de 25 ans en France¹ - ont cherché le « chemin de Kandahar ». C'est peu et l'expérience a été en général décevante pour eux comme en témoigne le parcours des détenus français de Guantanamo. Suspects aux yeux des Talibans qui n'ont pas oublié les dégâts causés par la centaine d'agents que la Sécurité Militaire algérienne avait mis à la disposition du KGB dans les années 80 pour les infiltrer dans les rangs des Moudjahidin, méprisés par les volontaires moyen orientaux pour leur ignorance de la langue arabe et leurs notions religieuses sommaires, ils ont été confinés dans des travaux subalternes d'entretien, ignoraient tout des attentats du 11/09 et ont été complètement abandonnés lors de l'intervention alliée. Contrairement aux volontaires directement engagés dans l'action en Bosnie, en Tchétchénie ou en Irak, sans d'ailleurs – pour la plupart- être passés par des camps d'entraînement, leur cas est plutôt perçu aujourd'hui dans nos banlieues comme un contre-modèle même si on y salue leur sacrifice.

La succession d'attentats islamistes perpétrés dans le monde entier depuis 2001 prouve régulièrement que la présence armée de l'OTAN en Afghanistan n'offre pas de garantie particulière de contrôle du terrorisme salafiste au niveau mondial. Au demeurant, et s'ils devaient un jour revenir sur la scène politique, il n'est nullement évident qu'après leurs épreuves post 11/09, les Talibans eux-mêmes considèrent d'un œil favorable le retour sur leur territoire des « Arabes afghans » pour lesquels ils n'ont d'ailleurs jamais eu beaucoup de considération et dont l'activisme international, sans rapport avec leurs propres préoccupations de pouvoir local, a provoqué leur chute.

La seconde erreur est de penser que face à une société féodale installée depuis 30 ans dans une économie de guerre une transition vers un régime démocratique « moderne » peut être imposée sous le régime de ce qui apparaît à la majorité des Afghans comme une occupation militaire étrangère. Fortement structurée autour de valeurs communautaires, tribales, claniques, secrétant ses propres procédures de concertation et de consensus, la société afghane ne peut sans dommage passer rapidement à un modèle de représentation fondé sur les droits individuels. Une telle transition conduirait inévitablement à un pouvoir sans partage du groupe majoritaire, en l'occurrence les Pashtouns, actuellement dominés par les Talibans. Ce qui ramène au *statu quo ante* dont certains commencent à pressentir que le retour est inévitable.

¹ Les recensements « ethniques » étant prohibés, ce chiffre représente une évaluation approximative fondée sur les statistiques internes du Ministère de l'intérieur ainsi que sur les travaux menés par différents chercheurs de l'IFRI concernant les communautés immigrées et de différentes enquêtes sociologiques conduites au CERI-Sc.Po. sous la direction du Pr. Rémy Leveau (†). Voir en particulier « Les banlieues de l'Islam », Gilles Kepel, Seuil.

Présentée à une opinion occidentale naïve comme une percée démocratique d'envergure, la Loya Jirga et les institutions qu'elle a mises en place tiennent plus du congrès d'Appalachin² que d'une convention républicaine. On s'y répartit entre « parrains » au prorata de l'influence respective les rentes du pouvoir, les revenus du pavot, la manne de l'aide internationale. En l'absence de leader que sa puissance rendrait incontestable, on y a désigné comme chef de l'État le plus faible d'entre tous, garantie de son impuissance, donc de sa neutralité. En confortant ce régime par sa protection militaire, l'OTAN ne peut que contribuer à sa perpétuation sans autre perspective que son effondrement dramatique le jour où, inévitablement, sera décidé pour une raison ou une autre le retrait des troupes occidentales.

Sans doute conviendrait-il, comme le suggère Amin Wardak, ancien chef moudjahidin « modéré » aujourd'hui réfugié en France, de « laisser les Afghans se débrouiller entre eux » selon leurs propres critères de concertation. D'abord sans l'interventionnisme chaque jour plus contesté d'armées étrangères, mais aussi à l'abri des ingérences de voisins pas toujours vertueux tels que le Pakistan ou l'Arabie Séoudite qui ont largement contribué au désastre local et planétaire conclu par les attentats de 2001. L'Afghanistan pourrait y retrouver son statut de neutralité montagnarde sourcilleuse et cesser de servir d'enjeu à une violence islamiste internationale pour laquelle il n'est qu'un prétexte de plus au même titre que les caricatures de Mahomet ou le port du voile.

La remise en ordre ne s'y fera sans doute pas sans drame et, compte tenu de l'importance locale de cette communauté, on ne fera pas l'économie d'une représentation pashtoune sur l'échiquier politique. Il se trouve que suite aux manipulations diverses et pas toujours avisées du Pakistan, de l'Arabie et des Etats Unis depuis 1980, le leadership pashtoun est et reste aux mains des Talibans. À ce jour, ni les services pakistanais, ni l'Arabie – comme le prouvent les récentes offres de médiation séoudiennes – n'ont renoncé à leurs liens avec ces extrémistes. Ces deux pays étant des alliés de l'Occident, sans doute faudrait-il les convaincre d'assumer leurs responsabilités régionales et de contribuer à un apaisement des tensions locales. Ils en ont les relais et les moyens.

Comme l'avait pressenti le Président Musharraf, le Pakistan n'a rien à gagner à entretenir le désordre à Kaboul. L'ISI³ pakistanais, qui pense toujours se donner de la profondeur stratégique, négocier sa capacité de contrôle et trouver une masse de manœuvre chez les extrémistes pashtoun d'Afghanistan, a vu ses créatures se retourner contre Islamabad et contribuer d'autant plus à la déstabilisation du pays que la présence des troupes de l'OTAN côté afghan les a amenées à se concentrer dans les zones tribales sœurs du Pakistan et à y établir leurs bases opérationnelles.

Il faut saluer le courage, l'abnégation et le sacrifice des militaires de l'OTAN engagés en Afghanistan. Mais force est aussi de constater que leur action menée depuis maintenant plus de sept ans n'a en rien enrayé le terrorisme au niveau international ni contribué à rétablir un État afghan légitime, respectable et ordonné. Pour les Afghans dans leur ensemble, cette impuissance ne peut qu'inciter à l'attentisme et à la méfiance. Pour le mouvance salafiste internationale, elle est un puissant stimulant. Pour le monde musulman en général, cette obstination dans l'erreur ne traduit que la vengeance d'un Occident outragé.

La violence salafiste est le produit de la rencontre entre la volonté de pouvoir des Jamaa Islamiyyah et des Frères Musulmans, la puissance financière de pétromonarchies qui cherchent à asseoir leur légitimité sur le plan religieux par le contrôle de l'Islam dans le monde entier, et des errements de la politique américaine de « containment » de l'URSS puis de l'Iran. Cette violence est mondiale, elle se nourrit de tous les conflits, les haines et les rejets qu'elle suscite. Si

² Dernière grande réunion historique des parrains mafieux de la côte est des Etats Unis tenue en novembre 1957 à Appalachin (N.Y.) pour organiser la succession de « Lucky » Luciano expulsé vers l'Italie.

³ Inter Service Intelligence : service de renseignement extérieur pakistanais dont le recrutement se faisait presque exclusivement parmi les cadres pashtouns de l'armée de terre. Ce service avait développé au fil des ans depuis les années 80 de nombreux liens de connivence avec les extrémistes afghans et cachmiris.

l'Afghanistan lui est utile, il ne lui est pas indispensable car peu accessible et excentré par rapport à ses objectifs. La situation afghane est un effet et non une cause de cette violence.

Le terrorisme islamiste ne se différencie pas des autres activités criminelles. Il faut bien sûr tenter d'en prévenir les effets et – dans le cas afghan – il faudra sans doute maintenir en permanence et pour longtemps des formes de pression armée (surveillance aérienne, contrôle des communications, raids ciblés, etc.) destinées à dissuader toute forme de renaissance de la complicité avec l'internationalisme salafiste. Mais cette forme de terrorisme ne sera éradiquée que si on en élimine les causes. Quelle que soit l'aversion légitime qu'on puisse éprouver vis à vis des Talibans, ces causes ne sont pas en Afghanistan.

Alain Chouet
Septembre 2009